

Choix, décisions, responsabilité de chacun : des clés pour ouvrir à de nouveaux possibles .

RENCONTRE LE MARDI 28 NOVEMBRE, 18H30

Salle Rancy, 10 rue Jean Rancy, métro Jeanne d'Arc ou Compans Caffarelli

A partir de 3 points d'actualité et de quelques propositions, nous invitons tous ceux qui tentent de penser et d'agir du point d'un « pour tous », à réfléchir à ce qui peut être novateur et possible dans la situation politique actuelle qu'on peut qualifier de sombre et difficile.

Les points d'actualité :

1) ***Ce qui se passe en Catalogne*** : les habitants de Catalogne sont convoqués à prendre position pour ou contre l'indépendance. Ce sont deux instances étatiques, différentes et concurrentes, qui dictent et imposent les termes du débat. Mais à y regarder d'un peu plus près, où est la place des gens dans cette dualité ? Quelles propositions, autres que gestionnaires, sont faites du point de la vie des habitants et du devenir du pays : S'agit-il de compter tout le monde ou seulement certains, ayant la bonne « identité » ? La question des droits et du respect de chacun, celle des tensions ou de l'apaisement entre « identités » différentes etc... tout cela n'est nulle part posé. Une fois de plus les institutions demandent aux gens, qui en grande partie s'en contentent, de n'être que des masses de manœuvres pour des projets étatiques, sans aucune capacité à énoncer quelque chose qui ait à voir avec ce qu'ils vivent et pensent eux-mêmes.

2) ***Avec la question du harcèlement***, ce qui ressort de façon « militante » et affirmée, c'est la demande de plus de protection de l'Etat, de nouvelles lois punitives etc... Mais tout le monde sait que cette réalité du harcèlement pose d'abord la question du pouvoir, notamment dans les entreprises : les règlements intérieurs et autres règles dictées par les directions sont toujours faites pour que ceux qui ont du pouvoir, petits ou grands chefs(fffes), imposent leur volonté à ceux qui sont sous leurs ordres. C'est « la loi du plus fort », nullement remise en question sur le fond par la campagne actuelle.

Cette nouvelle demande sécuritaire, justifiée par le statut de victimes de celles qui la font, en appelle à une « morale » qui, elle, ignore tout principe. Pour preuve les dénonciations/délations anonymes présentées comme moyen de lutte ; l'exigence de censurer des oeuvres entières pour se venger de leurs auteurs jugés coupables etc...

Mais le choix de chacun(e) dans ces affaires ? Le choix de dire NON, de refuser une promotion sous le chantage sexuel ou autre ... il existe, non ? S'en remettre à l'Etat à la place d'en appeler chacun(e) à **faire savoir publiquement ses propres choix et décisions, en situation**, est significatif d'un appel à l'impuissance généralisée, sous couvert d'être des « victimes à protéger ».

3) ***La bataille et la résistance obstinées de parents, d'enseignants, d'habitants de la Reynerie*** à Toulouse pour garder le collège dans leur quartier. Convaincus que le devenir des enfants se joue dans leur propre capacité à n'en laisser aucun sur le bord de la route, ils ont su tenir et le dire publiquement. Ils savent que cela se joue dans le quotidien, dans le suivi de chaque enfant, par les parents et les enseignants concernés. Ils ont refusé la dispersion anonyme des enfants telle que voulue par les institutions qui ne tiennent aucun compte de la réalité de ce que vivent les gens.

Dans ce point, toujours d'actualité, des individus ont pris la décision de dire ce qu'ils veulent et pensent pour tous les enfants. **Ils se sont déclarés responsables pour transformer cette situation** injuste et méprisante. Ils n'ont pas attendu une quelconque autorisation et bénédiction institutionnelle ou médiatique. Ils ont pu et peuvent le faire car ils ont refusé les termes du débat tels qu'on leur propose, où il s'agit soit disant d'être « pour ou contre la mixité sociale ». Ils ont changé

de terrain, et parlé à partir de ce que eux veulent, et cela à visage découvert, à partir de convictions solides.

Ce que nous proposons de mettre en débat, vous l'aurez compris, c'est : ***comment peut se construire une puissance réelle des gens contre le sentiment d'impuissance, qui lui, permet le pire ?***

Quelques pistes pour cela :

- comment ne pas se laisser enfermer dans une dualité qui nous est imposée, où les énoncés, les possibles sont dictés par l'Etat, le gouvernement, les institutions ?
- la possibilité de décision de chacun, en situation ;
- la mise en œuvre d'un possible par les gens eux-mêmes, impliqués dans le réel, et cela à partir de principes qui parlent pour tous ;
- maintenir une distance à l'Etat, qui seule peut prévenir de toute corruption aussi bien matérielle que dans l'ordre de la pensée et des convictions.

***Nous vous proposons d'en débattre ensemble, MARDI 28 Novembre à 18h30,
dans le cadre des « Rencontres pour penser l'aujourd'hui »,
Salle Rancy, 10 rue Jean Rancy, métro Jeanne d'Arc ou Capitole***

Site : www.ouvriersgensdici.net

Mail : ouvriersgensdici@free.fr

Toulouse, le 12/11/2017